ANTIDOTE hebdo

CGT Finances Publiques 44

N° 632 / 12 Novembre 2026

UN RDV POUR RIEN

Les fonctionnaires n'ont pas été intégré·es dans les discussions de ce lundi avec S. Lecornu, c'est la poursuite du gel des rémunérations.
Mardi la CGT Fonction Publique a été reçue par David Amiel, ministre en charge de la Fonction publique, pour une bilatérale. Le ministre nous a dit réfléchir à court terme à une injonction de point en bas de grille, selon le même dispositif que celui annoncé fin octobre. Au lieu des 6 points proposés, peut-être iront-ils jusqu'à 8 ou 9 points pour les agents percevant l'indemnité différentielle. **La mesure ne résoudrait rien et n'est pas à la hauteur de la colère ni de l'urgence salariale**. À long terme, il envisage un travail sur les grilles alors qu'il n'a ni budget, ni temps devant lui pour lancer un chantier d'ampleur. Bref, pas de rattrapage pour le point d'indice alors que nous réclamons son augmentation immédiate de 10 %. En attendant, les années d'ancienneté, les qualifications et les responsabilités ne sont plus reconnues dans le traitement indiciaire.

RDV LE 14 ET LE 17 NOVEMBRE

Après le pantomime de la rencontre avec le premier ministre ce lundi qui n'a abouti qu'à une aumône sur le SMIC, la colère populaire sur la cherté de la vie n'est pas près de s'apaiser. Et comme le gouvernement ne veut pas non plus répondre sérieusement aux revendications de la jeunesse, la crise sociale est partie pour durer. Nous serons donc dans la rue ce samedi et nous appelons à la grève mardi prochain. La CGT appelle au niveau interprofessionnel à amplifier et à généraliser la grève le 17 novembre.



NANTES : 10h miroir d'eau
SAINT-NAZAIRE : 10h30 place de l'Amérique Latine
CHÂTEAUBRIANT : 10h30 théâtre de verre
CLISSON : 10h parvis de la gare

PERSEVERARE DIABOLICUM

Les stagiaires actuellement à l'ENFIP pré affecté·e·s à la DRFIP44 se sont ému·e·s de se voir attribuer l'étiquette ALD à la lecture de leur affectation locale. Cela vaut aussi bien pour les B que les pour les A.
Cette étiquette ALD n'est pas une Affection Longue Durée, c'est beaucoup moins grave puisqu'il s'agit d'une position des ressources Humaines de la DRFIP 44 qui s'obstine à utiliser une « qualification » qui n'a plus cours, « A la Disposition du directeur », et qui surtout ne se justifie pas vu le nombre d'emplois vacants. La CGT s'en est plusieurs fois expliqué avec la DRH qui s'obstine dans l'erreur.

Au passage, seulement 69 B sur les 75 promis arriveront à bon port. Est-ce la conséquence des 20 affectations d'office ?

SOUTIEN AUX COLLÈGUES GRÉVISTES DU 35

Le centre d'encaissement des chèques de Rennes est en cours de fermeture. Les collègues se battent pour un reclassement digne, faute d'avoir pu sauver leur mission. Après 4 semaines de grève, c'est 100 millions d'€ qui manquent pour l'État. Pas grave ?

AUX ORIGINES DE LA DETTE

Sujet central qu'il ne faut ni dramatiser ni sous estimer, la Dette de l'État français a été créée de toute pièce. Entre 2018 et 2025, les choix fiscaux d'Emmanuel Macron, notamment en faveur des grandes entreprises et des plus riches, ont privé les finances publiques de 929 milliards d'€, selon une estimation publiée dans La Tribune.
Sur la même période, le PIB n'a progressé que de 699 milliards d'€ : les pertes de recettes dépassent ainsi la richesse créée.
Sur cette période, les dividendes versés par les sociétés françaises sont passés d'environ 100 à plus de 300 milliards d'€ par an. Les sociétés financières et non financières ont ainsi distribué près de 2 000 milliards d'€ de dividendes au total, soit presque 3 fois la progression du PIB sur la période. Au-delà de ces 929 milliards d'€, le calcul n'intègre ni les niches fiscales, représentant entre 88 et 100 milliards d'€ par an, ni les aides publiques aux entreprises, estimées entre 108 et 270 milliards d'€ par an selon les périmètres retenus. Ces aides sont attribuées sans évaluation systématique de leur efficacité.
L'endettement de la France est donc avant tout la conséquence d'un affaiblissement continu de ses recettes, résultant des choix politiques d'Emmanuel Macron et de ses gouvernements successifs.
Et la formule est magique car, augmenter la dette justifie toujours plus d'austérité et de privatisations ! La martingale des libéraux.

Permanence (Nantes Cambronne) le mardi après-midi ☎ 02 51 12 87 08
Courriel : cgt.drfip44@dgfip.finances.gouv.fr - site internet : https://44.cgtfinancespubliques.fr/